

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité - 26 avril 2015

- Des représentations à charge émotionnelle très forte sont revenues au premier plan ces dernières semaines. Après le meurtre de la petite Chloé, qui avait beaucoup ému et réveillé des réactions très dures (qui continuent cette semaine), l'attentat déjoué est énormément commenté ce week-end et fait naturellement écho aux angoisses ressenties en janvier.

Comme en janvier, si l'inquiétude sécuritaire domine, les réponses appelées ne sont pas que sécuritaires : l'éducation et la situation des jeunes sont tout autant des actions sur lesquelles nous sommes attendus – or, sur ces chantiers, nous avons semblé nous éloigner du cœur des préoccupations.

Il est important de montrer qu'il n'y a pas de relâchement dans les chantiers ouvert après les attentats, alors que l'opinion semble commencer à douter de l'efficacité (et parfois de la réalité) des efforts pour mettre en œuvre les mesures annoncées, qui avaient été très largement plébiscitées.

- S'y est ajouté le drame des migrants, commenté surtout sous le prisme des images choquantes, mais à propos duquel, sur le fond, l'opinion reste assez rétive. Il en ressort, surtout, un sentiment d'impuissance (qui déteint sur les politiques) et une certaine gêne de tourner la tête. Nous pourrions rebondir sur cette « gêne » de l'opinion pour faire passer nos messages d'action, et démasquer l'inhumanité des réponses du Front National.
- Marine Le Pen est la personnalité politique qui fait le plus parler d'elle depuis plusieurs semaines. Après la scission d'avec son père (que l'opinion a acté alors même que le parti semble revenir dessus), son voyage à New York a été très remarqué. Elle gagne, pour beaucoup, un signe de respectabilité de plus - on ne lui reproche pas d'être allé courtiser les « élites mondialisées » qu'elle exècre.
- Dans ce contexte, les préoccupations économiques semblent avoir été (relativement) reléguées au second plan, mais pourraient revenir très vite ; alors que nous avons encore du mal à montrer que notre action sur ce sujet est cohérente, ordonnée, et embraye bien dans le quotidien.

1. Terrorisme : une reviviscence des craintes ; et une réponse, très largement saluée en janvier, dont on commence aujourd'hui à douter.

⇒ **L'attentat déjoué a beaucoup marqué.** Des réactions proches de celles de janvier sont réactivées : à nouveau un sentiment d'insécurité, une insécurité immaîtrisable, « près de chez soi » ; et des réactions plus émotives.

« L'attentat stoppé au niveau de l'église. Une nouvelle fois, on a évité le pire. Nous ne sommes plus en sécurité en France, on est attaqué de partout. »

« L'attentat qui a été déjoué, ça aurait pu avoir de lourdes conséquences. »

« Ça m'a marqué, c'est l'insécurité ambiante. »

« La proximité du lieu géographique, on se rend compte que le danger est vraiment près de chez soi. »

« Je trouve ça inadmissible que cela recommence, on n'a pas demandé ça, on souhaite tous que ça s'arrête. »

« Tous ce qu'il se passe tous ces attentats c'est affreux tous ces gens qui tuent, la police les trouvent après les fait. »

« Encore, encore des attentats, et encore des soucis. »

L'inquiétude sur la menace terroriste revient au niveau de début février : 89% des Français ont le sentiment que « la menace terroriste est élevée » et 63% se disent « inquiets pour vous ou vos proches » (le pic avait été de 73% immédiatement après les attentats).

⇒ **La réaction du gouvernement est spontanément approuvée :**

« L'interpellation du terroriste, la lutte contre le terrorisme c'est un bon point pour le gouvernement. »

« L'Etat a réussi à déjouer un attentat, il y a du progrès on tend vers quelque chose de mieux. »

« Les attentats, ça peut être n'importe où n'importe comment par des gens inattendus. Le gouvernement fait ce qu'il peut, ça me paraît très compliqué. »

Mais les jugements sur l'action du gouvernement se sont néanmoins émoussés depuis fin janvier :

- Les Français étaient 73% à faire confiance au gouvernement pour « assurer la protection des Français en cas d'actions ou de menaces terroristes ». Ils sont 62% aujourd'hui (ce qui reste néanmoins élevé comparé aux jugements sur les autres politiques publiques).
- Ils étaient 62% à lui faire confiance pour « lutter contre les réseaux islamistes en France », ils ne sont plus que 52% aujourd'hui.
- L'action pour « éviter la radicalisation de certains jeunes musulmans » était le point de faiblesse du dispositif, le seul où la confiance n'était pas majoritaire (45%). Cette faiblesse s'est renforcée : 34% font désormais confiance au gouvernement sur ce point, 64% non.

➤ **Une présence médiatique pourrait être assurée cette semaine sur la sécurité et la réponse apportée au terrorisme**, en réponse aux inquiétudes réveillées et au sentiment d'une action qui s'émousse.

Le Président pourrait en particulier se montrer davantage sur ce sujet : dans les questions ouvertes, plusieurs sondés mentionnent le PM ou B. Cazeneuve, aucun le Président. Et les Français interrogés par BVA disent moins faire confiance au Président qu'au gouvernement pour lutter contre le terrorisme (8 points d'écart). Cela peut en partie expliquer les difficultés à capitaliser les bénéfices d'image post-11 janvier.

- **Mais la réponse sécuritaire n'est pas la seule attendue.** Comme déjà relevé immédiatement après les attentats, les Français aspirent très largement à une réponse globale.

En particulier, l'éducation est considérée comme « une priorité en réponse aux événements terroristes » par 72% des Français : c'est le **2^{ème} élément cité** après la lutte contre le terrorisme, devant même la sécurité intérieure (70%). L'emploi des jeunes arrive peu après. Certains verbatims l'évoquent spontanément : *« Tous ces jeunes qui se lancent dans le djihadisme. Il y a un mal être quelque part de ces jeunes à se laisser entraîner à tuer des gens. »*

La laïcité et la pleine intégration de l'Islam au sein de la République n'ont pas été testées, mais arriveraient certainement, comme en janvier, assez haut.

- Or plusieurs mesures paraissent montrer que sur ces sujets, le sentiment est celui d'une attente déçue (cf. note sur le baromètre de l'action gouvernementale).

Sur l'éducation, les mesures visant à renforcer la transmission du cadre et des valeurs de la République, qui avaient été approuvées fin janvier, semblent avoir été remises avec le retour de réformes pédagogiques.

Ainsi, interrogés sur ce qu'ils ont spontanément retenu des dernières annonces sur l'école, les Français citent l'enseignement d'une deuxième langue en 5^{ème}, la suppression des langues mortes, quelques-uns la fin des classes bilingues ou la réforme du collège unique ; mais aucun les cours de morale civique, l'apprentissage de la laïcité ou les autres mesures dévoilées après les attentats (et qui avaient à l'époque retenu l'attention).

Au final, **63% pensent que les réformes éducatives dont ils ont entendu parler vont « plutôt dans le mauvais sens »**. C'est **14 points de plus en 15 jours** (ils n'étaient que 49% le 10 avril), signe que l'actualité de la semaine a ravivé les attentes.

Montrer que les chantiers post-11 janvier sont bien suivis sur l'éducation et la jeunesse (dans un équilibre entre transmission des valeurs de la République et réformes pédagogiques) paraît attendu.

Pour le Président, dans l'immédiat, la communication du déplacement à l'EPIDE pourrait également insister sur le suivi des annonces de janvier.

- Enfin, d'autres tendances notées en janvier se sont creusées depuis. Ainsi, « *la situation des banlieues* » et « *la lutte contre le racisme* », qui arrivaient en second rang des priorités attendues en réponse aux actes terroristes, ont encore baissé dans le classement des priorités d'action face à cette menace : -11 points à 49% pour la situation dans les banlieues, -6 points à 35% pour la lutte contre le racisme (fait révélateur : aucun sondé ne mentionne le plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme comme un événement important de la semaine).
- A l'inverse, « *la surveillance des réseaux sociaux* » devient un peu plus prioritaire qu'en janvier (+1 point à 54%). Les Français restent favorables à « *des mesures renforçant la sécurité quitte à limiter les libertés individuelles sur internet, par exemple en surveillant les données de navigation de tous les internautes* » (63%, soit exactement le chiffre trouvé par CSA il y a deux semaines pour la même question - ce qui conforte la mesure).

En une semaine, les critiques sur la loi elle-même ont baissé de 5 points. Les risques semblent s'éloigner sur ce terrain.

2. Drame des migrations

⇒ Ceux qui en parlent spontanément sont les plus choqués. Les images ont manifestement marqué et réveillé une émotion dans une partie de la population :

« C'est une actualité particulièrement horrible quand on parle de 800 morts, des personnes qui tentent de traverser dans des conditions inhumaines pour venir en Europe. »

« Aujourd'hui, en 2015, c'est pas normal que des gens meurent dans ces circonstances. »

« Le fait que les gens soient obligés de faire ça pour survivre, c'est la vie qui est injuste, trop de gens pauvres. »

« Ça me choque énormément ces gens qui périssent par noyade sur des rafiots de misères. »

⇒ Mais en quantitatif, les réactions sont plus partagées : 40% des Français pensent que « l'Europe a une tradition d'accueil des immigrés, elle doit s'organiser pour accueillir ces migrants » contre 58% qui pensent que « l'Europe n'a pas les moyens de faire face à une nouvelle vague d'immigration ». Les sympathisants de gauche penchent à 61% pour la première opinion.

Une mesure Opinionway conforte ces réticences : 59% se disent hostiles au « déblocage de moyens supplémentaires par l'UE pour accueillir les migrants fuyant les zones de conflits en Afrique et au Proche-Orient ». Seuls les électeurs de FH penchent majoritairement pour le déblocage de moyens (63%), alors que ceux de N. Sarkozy (33%) et MLP (9%) sont très contre.

S'ils sont réservés sur l'aide ou l'accueil, l'opinion approuve en revanche des « opérations militaires contre les passeurs » (59%, dont 60% à gauche). 76% demanderaient également à « durcir les conditions d'accueil des migrants en Europe » (90% à droite, et 53% à gauche).

Ces réactions négatives se retrouvent (moins nombreuses) dans les verbatims :

« Tous ces morts qu'il y a eu en Méditerranée. Il faudrait éviter que tous ces gens viennent chez nous, il faudrait commencer par faire la chasse aux gens qui exploitent tous ces gens-là. »

« Tous ces gens qui partent de leur pays pour venir en Europe alors qu'ils ne pourront pas y vivre. »

⇒ Quelques sondés mentionnent le Conseil européen, en retenant essentiellement le manque de résultats. En quantitatif, 33% seulement des Français disent faire confiance à l'Europe pour trouver des résultats (46% à gauche) :

« La réunion européenne sur les réfugiés, ils n'ont pas fait grand-chose, ils n'ont pas pris aucune décision pratique à part surveiller la mer mais il n'y a pas eu de solution vraiment concrète. »

➤ Le drame migratoire a soulevé une émotion (et réveillé des sentiments paradoxaux). Mais la réponse apportée est apparue décevante pour l'opinion (le récit médiatique en a été essentiellement négatif).

Les critiques du FN vis-à-vis de l'Europe passoire pourraient s'en trouver confortées. Il pourrait à l'inverse être utile de **montrer que nous suivons ce dossier, de rappeler que la France est en pointe depuis longtemps** (nous avons tiré la sonnette d'alarme dès l'année dernière, proposé avec l'Italie et l'Espagne une « politique des frontières » et une gestion renouvelée des questions migratoires en Méditerranée, et avons à nouveau poussé pour remettre d'équerre les actions européennes) **et que des choses sont faites.**

Notre principal atout est d'être au pouvoir : jamais nous ne serons assez fermes sur les principes, mais **la capacité d'agir dans la réalité, le pragmatisme et la stature internationale sont de notre côté.**

- Nous pourrions de même **prendre appui sur ces drames pour faire progresser l'idée qu'une fermeture pure et simple des frontières n'est ni souhaitable, ni réaliste, ni conforme à nos valeurs.** L'opinion garde un malaise sur le sujet : dans l'absolu elle partage largement les idées du FN et d'une partie de la droite sur la « suppression des avantages qui incitent à l'immigration » ; mais on voit bien que, confrontés aux drames, les Français ont un peu honte de détourner la tête.

Ce peut être l'occasion de **remettre en avant nos valeurs et des solutions pragmatiques pour atténuer les craintes**, et freiner le basculement de Français de plus en plus nombreux à considérer que les solutions extrêmes du FN sont les seules possibles.

3. Meurtre de la petite Chloé

⇒ Il continue, cette semaine encore, à faire beaucoup parler, le plus souvent avec des commentaires très durs.

« L'enlèvement de la petite, je suis papa de trois petites filles, ça aurait pu être mes petites. Tant qu'on ne fera pas le nécessaire pour ces gens-là, on en aura toujours. »

« Le décès de Chloé, ils laissent trop faire, la justice n'est pas assez sévère. »

« Quand on pense que madame Taubira veut relâcher tous les récidivistes de moins de 5 ans, ça fait que des gens ont des sensations d'impunité. »

« La petite qui a été assassinée, François Hollande ne bouge pas beaucoup par rapport à ce problème. »

Le drame résonne parfois avec l'affaire de la petite Bérénice, qui a, un moment, dédoublé les angoisses : *« l'enlèvement de la petite Bérénice, heureusement qu'il y a un bon dénouement. »*

- Sur le domaine sécuritaire, comme sur l'immigration, notre avantage comparatif ne réside pas dans la dureté de nos principes mais dans l'action et la stature. La dynamique d'opinion confortant les positions les plus droitières peut sans doute être contenue en paraissant à l'initiative, en apportant des réponses (mêmes imparfaites), et en ne laissant pas le monopole du récit à la droite ou à l'extrême-droite ni le champ trop libre aux jeux politiques qui prennent ce drame pour prétexte (éviter peut-être de trop rentrer dans le pour ou contre Taubira, qui conforte le lien entre les deux et nous éloigne des réponses attendues et de l'émotion initiale).

4. Préoccupations économiques

L'ensemble de ces événements à forte charge émotionnelle semble avoir fait passer pour un temps au second plan les autres préoccupations - notamment économiques.

Nous sommes d'abord, à nouveau, attendus sur les réponses régaliennes. Mais comme en janvier, les préoccupations économiques ne sont jamais loin, et on nous le reprochera après coup si nous paraissions délaisser un temps ce discours. La résonance des chiffres du chômage lundi, et les commentaires sur les divers indicateurs économiques de la semaine (reprise ou pas reprise?), pourraient attirer à nouveau l'attention sur le sujet.

a) Une volonté de réformer qui continue à s'étioler

⇒ Confirmant les résultats du dernier baromètre de l'action gouvernementale, les Français semblent de moins en moins convaincus que nous agissons vraiment pour réformer sur le plan économique. 31% (60% des sympathisants de gauche) ont le sentiment que « *le gouvernement agit vraiment pour réformer le pays* » - à noter que le Premier ministre conserve une force d'entraînement particulière : 47% jugent qu'il agit vraiment pour réformer.

Certains verbatims notent cette tendance :

« On ne sait pas ce que l'avenir nous réserve. Ça avait l'air d'aller mieux. Maintenant on re-stagne comme avant. »

« Nous sommes malmenés par des bonnes intentions qui ne tiennent pas leurs promesses. »

« Pas d'amélioration de la situation pour les gens ordinaires, je vois que les gens qui travaillent sont obligés de payer de plus en plus. »

Même si, à faible dose, quelques-uns commencent à espérer un peu plus qu'avant une reprise :

« Les choses commencent à bouger. »

« On vend à l'étranger des Rafales »

« François Hollande semble prendre de meilleures mesures. »

« L'économie reprenant, j'ai bon espoir que nous voyions à plus ou moins long terme le bout du tunnel. »

C'est ce sentiment encore fragile de « petits mieux » qu'il ne faut surtout pas laisser retomber en paraissant faiblir trop vite.

b) La loi Rebsamen et la prime d'activité n'ont pas (encore) imprimé

⇒ Dans ce contexte, **la loi sur le dialogue social n'a presque pas été remarquée** (25% en ont entendu parler). Si l'*a priori* global n'est pas négatif (50% pensent que ce projet va dans le bon sens, dont 62% à gauche), les perceptions sont manifestement peu consolidées à ce stade.

⇒ Sur la **prime d'activité**, confirmant le sondage Odoxa de vendredi, **l'a priori est plutôt favorable** : 30% jugent que c'est une bonne mesure, contre 18% une mauvaise. Mais le sondage du SIG confirme surtout qu'il reste **un long chemin à parcourir pour faire connaître cette mesure : 52% n'en savent pas assez pour se prononcer**.

Cette mesure est citée dans 2 verbatims en tout et pour tout :

« L'histoire de la prime pour les jeunes travailleurs que le président veut débloquer, de 100€ environ. »

« La fusion du RSA et de la PPE, cela existait plus ou moins déjà et je ne vois pas la différence avec maintenant. »

➤ **Les préoccupations économiques ont été écrasées par l'actualité mais pourraient revenir rapidement**, alors que le peu d'audience des nouvelles réformes (les mesures investissement ont déjà disparu des radars, la prime d'activité et la loi Rebsamen n'y sont pas encore) risquent de conforter l'image d'un gouvernement qui n'agit pas assez pour faire avancer le pays.

Les mesures en stock recèlent pourtant un réel potentiel, mais impriment difficilement. Nous pourrions réfléchir à des **mesures en scène différentes**, pour les rendre plus concrètes et les faire entrer dans le quotidien des Français.

Il semble en tout état de cause important de ne pas laisser s'installer l'idée que nous « attendons le Congrès », d'autant que la gestion du creux de l'été est toujours très compliquée.

5. Pendant ce temps, Marine Le Pen continue sa route...

⇒ L'invitation de Marine Le Pen par le Times a marqué, signal de reconnaissance et de respectabilité dans un domaine (l'international) où elle parvenait très peu à exister :

« Marine Le Pen élue par le Times dans les 100 personnalités les plus influentes au monde. »

« Marine Le Pen qui a été au gala à New York, c'est impressionnant de la voir apparaître dans les 100 personnalités mondiales influentes. »

« Marine Le Pen a été reconnue par les Etats-Unis comme étant la femme la plus influente dans le monde politique en Europe. »

Cette reconnaissance interpelle souvent ses opposants :

« Marine le Pen a été reçu à New York par Obama avec le tapis rouge en plus. Les autres ont intérêt à se remuer les fesses sinon ils vont être enterrés. »

⇒ Elle semble résonner d'autant plus qu'il y a encore beaucoup de commentaires cette semaine sur l'actualité générale du Front National, son enracinement avec les élections, la scission entre le père et la fille ou sur les déclarations de Jean-Marie Le Pen.

➤ **La visibilité de l'actualité du FN reste forte depuis plusieurs semaines**, alors que se profile le **rendez-vous annuel du 1^{er} mai**, où Marine Le Pen va sans doute tenter de tourner définitivement la page des frictions internes au parti, et de capitaliser autant sur l'effet d'agenda (terrorisme, migrants, insécurité) qui la sert parfaitement que sur sa « nouvelle stature internationale ».

Il serait sans doute préjudiciable de la laisser occuper seule la scène médiatique le 1^{er} Mai. Nous pourrions à minima la prendre à son jeu de respectabilité en lui demandant de choisir entre la dénonciation des propos de son père au nom de grands principes (ce que les Français ont noté) et le fait qu'elle paraisse redonner des gages et chercher à atténuer ces débats en interne.

Adrien ABEASSIS